



www.lepartidegauche.fr

De la vague verte au carton rouge : le grand détournement

Corinne Morel Darleux, Secrétaire Nationale au Combat Écologique du PG
Mathieu Agostini, Président de la Commission Écologie et Société du PG

Le score élevé remporté par la liste Europe Ecologie de Daniel Cohn-Bendit aux européennes pouvait faire espérer un sursaut politique en faveur de l'écologie, ou a minima relativiser l'écrasante victoire de la droite et l'échec cuisant de la sociale démocratie. Les faits récents nous enseignent tout autre chose. L'écologie d'accompagnement sert à nouveau de faux nez au libéralisme.

La « vague verte » du 7 juin a confirmé la prise de conscience écologique. On ne peut que s'en réjouir. Elle aurait logiquement dû s'accompagner d'un sursaut de volontarisme politique et l'annonce de mesures fortes. Malheureusement, elle a surtout donné du grain à moudre à Nicolas Sarkozy pour justifier la mise en œuvre de son entreprise de « green-washing ».

Ce détournement a été rendu possible faute de positionnement clair d'Europe Ecologie sur le capitalisme et les politiques libérales menées au niveau européen. En laissant croire que leurs propositions pouvaient se passer d'une critique radicale du système, ils ont permis que le succès « écolo » soit aujourd'hui récupéré par les pyromanes. Et en effet, Nicolas Sarkozy se sent visiblement très à l'aise avec cette vision libérale de l'écologie, à base de capitalisme vert. Il peut donc s'en saisir tranquillement et se poser en champion vert tout en vidant de sa substance le Grenelle de l'Environnement, utiliser la crise économique pour poursuivre des réformes anti-écologiques sous couvert de social, et réaffirmer le choix du nucléaire en dehors de tout débat parlementaire et citoyen. Petit tour d'horizon...

Le Grenelle de l'environnement bafoué

Le vote en 2e lecture à l'Assemblée Nationale du projet « Grenelle 1 » a eu lieu le 17 juin 2009. Adopté par 466 voix contre 5, et 21 abstentions, le texte inclut désormais de nombreux amendements à l'opposé de la concertation avec les ONG au Grenelle de l'Environnement. Alors que celui-ci avait posé pour objectif la réduction des déchets à la source, les amendements de la Commission des Affaires Économiques et Sociales, très favorables à l'incinération, ont été adoptés. On est en droit de s'interroger sur le rôle joué par les lobbies industriels dans ce retournement ahurissant... Mais ce ne sont pas les seuls reculs du texte. Parmi les 61 amendements acceptés (sur 633), les niveaux de performance énergétique exigés pour la rénovation thermique et la construction des logements ont été abaissés, au grand profit du chauffage électrique. Rappelons au passage que l'industrie nucléaire produit plus des ¾ de l'énergie électrique en France... La taxe « poids lourds », qui devait permettre de progressivement réduire le trafic routier de marchandises, a été affaiblie. L'évaluation d'opportunité des projets d'infrastructures, qui devait être faite au regard des émissions de gaz à effet de serre induites, dépendra maintenant aussi du coût global du projet. Les centrales à charbon sont relancées, les pesticides bénéficient de nouvelles dérogations, les projets d'autoroutes sont confirmés, le choix du nucléaire est passé sous silence...

Une dynamique bien rodée

Le Grenelle de l'Environnement n'est pas le seul à faire les frais de cette vision opportuniste de l'écologie, qui consiste à ne garder de la vague verte que ce qui est bon pour les affaires et d'oublier le reste, au mépris de toute cohérence. D'un côté Jean Louis Borloo lance le Grenelle de la Mer, de l'autre Nicolas Sarkozy donne son accord à un projet de terminal charbonnier dans le

port de Cherbourg ! Ce projet s'il est validé verrait transiter à partir d'octobre jusqu'à 4,5 millions de tonnes de charbon en provenance de Colombie et à destination des centrales à charbon anglaises. Le charbon ainsi brûlé représenterait à lui seul 10 à 11 millions de tonnes de CO₂ émises ! Et ce, alors même qu'aucune demande de centrale à charbon n'a été autorisée sur le sol britannique... Où sont les garanties d'emplois pérennes promis pour justifier le projet ?!

Un projet de relance « béton »

La crise économique est aussi un excellent prétexte pour accélérer le rythme des réformes libérales et anti-écologiques dans le dos des citoyens. L'article 6 du plan de relance permet par exemple de relever, de 1,9 à 4 millions d'euros, le seuil de déclenchement d'enquête publique pour les « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement » (ICPE) : usines, élevages, entrepôts, carrières... présentant des risques pour l'environnement. Il permet ainsi à des industries polluantes de s'installer au mépris du droit à l'information et de tout débat démocratique.

Des énergies renouvelables radioactives

Il nous y avait habitué avec le passage en force du traité de Lisbonne, Nicolas Sarkozy récidive dans le déni de démocratie et l'enfumage. Il se pose en champion des renouvelables en annonçant, tout fier, le développement de la filière photovoltaïque. Quand dans le même temps il impose la construction du second EPR à Penly (Seine Maritime). Peu importe qu'il ait été établi qu'à investissement équivalent, un projet d'énergies renouvelables pourrait y créer cinq fois plus d'emplois pérennes. Peu importe qu'il ne réponde pas aux besoins énergétiques français. Peu importe qu'il nous éloigne encore un peu plus loin des objectifs de réduction de la consommation d'énergie. Une fois de plus, l'EPR c'est bon pour les affaires, et ça s'exporte... La France se doit donc d'en être la vitrine, qu'on en ait besoin ou non, quels qu'en soient les risques. Et au diable la démocratie !

Le combat écologique passe par le terrain des luttes et mobilisations ! ¹

Le Parti de Gauche est fortement engagé :

> CONTRE le projet d'EPR de Penly aux côtés d'Agir pour l'environnement, ATTAC, CAP 21, Greenpeace, Les Alternatifs, Les Amis de la Terre, Les Verts, NPA, Réseau Sortir du nucléaire, Solidaires (cf. communiqué commun du 12 juin). Le comité de Dieppe du PG participe au rassemblement « Stop EPR » le 28 juin à Dieppe.

> CONTRE le projet de construction d'un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes (44). Les élus du PG sont membres du collectif d'élus demandant la ré-étude du projet et le PG sera présent au camp climat organisé sur place du 1er au 9 août.

> POUR une écologie politique : radicale, sociale et solidaire !

Retrouvez sur le site du PG le texte issu des débats du forum sur la planification écologique, les interventions lors du Congrès Constituant, l'interview de Jean Luc Mélenchon au journal la Décroissance...

Mais aussi, sur le site de la Télé de Gauche : des vidéos sur la planification écologique, notre participation au contre-grenelle de l'environnement, les conditions de travail dans le nucléaire...

Et enfin, chez votre libraire de quartier : le livre collectif « Non au capitalisme vert », Editions Parangon, avec un article du PG.

¹ Voir la carte des projets « Grenello-incompatibles » : www.lalliance.fr